

Dans la lutte gigantesque qui oppose le prolétariat aux bandes armées du fascisme, le devoir révolutionnaire des dirigeants du premier Etat Proletarien était de mettre toutes les forces matérielles et morales au service de la Révolution Socialiste, au lieu de cela, Staline et ses scribes poignardent cette révolution au nom des intérêt du « pays », des intérêts « commerciaux », en réalité ce sont les intérêts particuliers de la caste des bureaucrates qui ont usurpé le pouvoir aux travailleurs de l'U.R.S.S.

Les staliniens peuvent continuer à hurler « les trotskystes agents du fascisme », rien ne nous empêchera de percer l'abcès, d'arracher le masque aux camoufleurs et assassins.

Les faits sont là et cela seul suffit.

— 0 —

EN FRANCE

LE CAPITALISME VEUT REPRENDRE CE QUE LE PROLETARIAT LUI ARRACHA AU COURS DES FAMEUSES GREVES DE JUIN 1936

En Juin 1936, le prolétariat français las de subir l'exploitation du régime lui opposa sa force et, dans un mouvement grandiose, fit trembler la grande maison qu'est le régime capitaliste ainsi que ses dépendances que sont les partis radicaux, socialiste et stalinien.

Le dirigeants socialistes, alors au pouvoir, radicaux et staliniens, c'est-à-dire les chefs du Front Populaire, mirent tout en œuvre pour freiner ce mouvement mais cédèrent devant la force de la classe ouvrière unie dans la lutte, et les magnats de l'industrie durent accorder les revendications qu'elle réclamait : les 40 heures, les congés payés, des augmentations de salaire, des conventions collectives.

Cependant la réaction ne s'en tint pas là, et se mit aussitôt en devoir de reprendre ce qu'elle venait de lâcher bon gré mal gré.

Devant ces attaques, les chefs du Front Populaire capitulèrent.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'organe « La Lutte Ouvrière », du P. S. R. qui rappelle la politique des gouvernements Blum et Chautemps :

« 1) Blum déclare illégales les occupations d'usines. — 2) Salengro promet au Sénat d'y mettre fin par tous les moyens appropriés. — 3) Le gouvernement ne fait rien pour réfréner la hausse foudroyante du coût de la vie qui annihile la majoration des salaires. — 4) Cédant aux attaques du capitalisme, Blum renie toutes ses déclarations antérieures et fait la dévaluation. Le coût de la vie augmente encore. — 5) Puis, Blum décrète la pause pour les réformes en faveur des masses laborieuses. — 6) On connaît ensuite les massacres de Fez, de Metlaoui et de Clichy : la garde mobile du Front Populaire massacre avec entrain, comme autrefois, les travailleurs. — 7) Enfin, Blum capitule devant le Mur d'Argent, représenté par le Sénat. Il passe le tablier à Chautemps. — 8) C'est lui qui avait passé le nœud coulant du blocus autour du cou du prolétariat espagnol. C'est, sans conteste, la plus honteuse trahison du Front Populaire. — 9) Le Cabinet Chautemps accentue la pause. — 10) Les crédits de guerre sont majorés, à l'unanimité. — 11) Les ligues fascistes ne sont ni dissoutes, ni désarmées. — 12) Les fonctionnaires fascistes pullulent dans les administrations. — 13) Nouveau massacre à Bizerte : 6 morts. —

14) On déluge à coups de matraque les ouvriers qui occupent les usines. — 15) À Goodrich, la garde mobile braque des mitrailleuses sur les grévistes. — 16) La grève des transports est sabotée par l'emploi des camions militaires. — 17) La grève des services publics est formellement condamnée par le gouvernement. — 18) Enfin, le ministère capitule devant une nouvelle offensive de la Haute Banque. »

Cette énumération des faits les plus importants est hautement significative.

Aussi, la réaction s'inquiète et exige de ses valets les plus soumis, les radicaux, des mesures adéquates à la situation. Il faut que les conflits sociaux cessent, il faut que l'ordre règne dans le pays.

Pour ce faire, la Haute Banque menace le franc. Ce qui provoque le branle-bas dans les ministères et ainsi permettre à Chautemps de poser brutalement le problème devant les Chambres.

Avec la dislocation du gouvernement Chautemps-Blum, la trahison des chefs radicaux « alliés » dans le Front Populaire aux chefs réformistes et staliniens, a éclaté au grand jour.

La « bourgeoisie radicale » a de tous temps été considérée par l'ouvrier français tant soit peu conscient, comme un fragment de la chair et du cerveau capitaliste qui l'exploite.

Mais il n'est pas tellement rare de voir des « adversaires » prendre soudainement figure d'« alliés ». Ce fut notamment le cas des chefs radicaux de France à l'avènement du Front Populaire. En s'alliant aux représentants ouvriers, en s'inclinant devant un programme de surenchère et de démagogie à l'adresse des intérêts ouvriers, les chefs radicaux ont incontestablement pris figure « d'alliés » devant le prolétariat français.

La chaîne de leurs actes, accomplis en liaison directe avec les chefs réformistes, et indirectement avec les chefs staliniens, fut une chaîne ininterrompue de trahisons.

À la lumière des événements le mouvement ouvrier se mit naturellement à voir dans les chefs radicaux « alliés », les « fourbes », les « traîtres ». Par là commença la rupture de la masse avec les chefs du Front Populaire.

Les chefs socialistes et staliniens, nous l'avons vu, sont eux aussi capables des pires trahisons. Mais ne pas s'opposer tout au moins en paroles, à la déclaration des radicaux, c'était pour eux risquer de perdre la confiance des masses qu'ils dirigent.

Dès lors ce qui était recherché par le capitalisme français est atteint, c'est-à-dire la crise gouvernementale, afin de reformer un gouvernement plus à droite à qui il pourra dicter ses ordres.

Les dirigeants des partis stalinien et socialiste qui, par leur attitude, provoquèrent la chute du premier gouvernement Chautemps, ne lui en accordent pas moins à nouveau leur confiance.

Cependant les échos, « Blum au pouvoir », « Thorez au pouvoir », des manifestations qui eurent lieu pendant la crise gouvernementale, sont les indices des luttes qui s'annoncent.

La classe ouvrière a compris que les radicaux et leurs alliés ne pourront prendre que des mesures allant à l'encontre de ses intérêts. Comme en Juin 1936, c'est à la lutte qu'elle aura recours. La période à venir est appelée à être riche en expériences et initiatives révolutionnaires dans le camp ouvrier de France.

Diffusez REVOLUTION